

Les subsides

● (1110)

Je voudrais vous parler de femmes comme M^{me} Laurilie Kilgour, de Hamilton; cette femme, malgré son découragement et le mal qu'elle a eu, du fait qu'elle était une femme, pour convaincre une banque de lui prêter l'argent nécessaire, a tout de même réussi à ouvrir une petite fabrique de graphiques, qui est devenue une petite entreprise florissante et fournit de l'emploi dans sa localité. Elle a mis son entreprise sur pied malgré le gouvernement et non pas grâce à son aide et à son encouragement.

Il y a aussi des gens comme Richard Cashin, de Saint-Jean, et Jack Nichol, de Colombie-Britannique, qui nous ont parlé des possibilités énormes que représente le secteur des pêches sur les deux côtes du Canada. Rick Fuerth, de la Fédération de l'agriculture du comté d'Essex, dans ma circonscription, est en mesure de nous donner des détails précis sur tous les emplois qui pourraient être créés dans sa région, si le gouvernement acceptait d'accorder à l'agriculture, un des secteurs primaires clés du Canada, toute l'aide nécessaire.

Il y a ce jeune homme du Centre d'action pour chômeurs à Thunder Bay. Il nous a raconté qu'il y a dans sa région un chantier de construction navale où l'on construisait naguère des bateaux. D'après lui, le chantier a déjà employé des milliers de personnes, mais plus aujourd'hui, car nous avons saboté les transports maritimes en négligeant de leur fournir l'aide et l'encouragement nécessaires au maintien des emplois que réclament et méritent les Canadiens.

Des membres de la Fédération des exploitants forestiers du Nouveau-Brunswick nous ont dit que si nous venions en aide aux petits propriétaires plutôt qu'aux grosses entreprises forestières, les premiers reboiseraient la province tout en créant des emplois supplémentaires. Je tiens à mentionner des groupes comme l'Association minière du Canada qui nous ont dit avec beaucoup d'enthousiasme que le secteur minier pourrait utiliser notre nouvelle technologie pour exploiter nos immenses ressources et faire du Canada un pays producteur d'outillage minier, ce qui n'est sûrement pas utopique dans un pays regorgeant de ressources comme le Canada.

Ce ne sont pas les idées ni les possibilités ni les capacités qui manquent. Il faut avoir la volonté et l'esprit d'initiative voulus pour exploiter ce potentiel. Dans le rapport publié la semaine dernière, nous avons essayé d'imprimer cette orientation et de montrer la voie à suivre. Le rapport comporte trois volets, car des changements s'imposent dans trois grands domaines, selon nous.

D'abord, il faut que les gens prennent des initiatives, qu'ils appuient et encouragent les centaines et les centaines de mouvements de développement communautaire, les coopératives, les organisations de petits commerçants et les administrations municipales qui veulent mettre en valeur leurs possibilités latentes et créer des emplois. Notre rapport renferme leurs idées et leurs recommandations pour atteindre ce but, et le gouvernement devrait s'en inspirer. Ces gens ne veulent mettre personne dans l'embarras ni marquer des points, mais bien faire comprendre à la nation canadienne qu'elle a un avenir prometteur et qu'ils ont d'excellentes suggestions à faire à ce

sujet. En faisant la synthèse de toutes ces idées, nous montrons comment il faut inciter les coopératives communautaires à exploiter ce potentiel, comment favoriser la croissance économique des sociétés au Canada, comment fournir une aide ponctuelle à la petite entreprise et appuyer les administrations municipales afin de réaménager notre infrastructure, objectif que la Fédération canadienne des maires et des municipalités a qualifié de crucial. Toutefois, nous ne pouvons pas nous contenter de vœux pieux et nous attendre que tous ces projets se réalisent d'eux-mêmes.

● (1115)

Il faut aussi que tous les Canadiens se secouent et passent à l'action. D'après nous, ils ne seront pas vraiment motivés à moins que les sociétés ne fassent elles aussi un effort dans ce sens-là. Les grandes sociétés doivent s'engager à payer leur part équitable d'impôts, à jouer leur rôle dans la formation de la main-d'œuvre et à accepter leurs responsabilités envers le public. Si une société veut fermer une usine, qu'elle en discute avec les intéressés directs et leur donne le temps de trouver des solutions, offrant aux travailleurs ou à une autre entreprise locale la possibilité de la prendre en charge.

Nous devons aussi élaborer notre propre politique en matière de taux d'intérêt et faire un sérieux effort pour exploiter nos propres ressources. Nous devons mettre au point une politique commerciale équitable au lieu de compter sur la générosité des autres pays, et cesser de nous inspirer d'une philosophie du libre-échange qui ne tient aucun compte des méthodes dures et impitoyables de l'économie internationale.

Une fois que les Canadiens auront pris des initiatives aux niveaux régional et national, ils devront garantir l'équité et l'égalité sur le marché du travail. Jusqu'ici, les Canadiens n'ont pas fait preuve d'équité et d'impartialité envers les femmes, qui constituent la moitié de notre population active, envers les handicapés, qui réclament leur juste part des avantages qu'offre notre pays, envers les minorités visibles et les groupes ethniques. Il faut faire preuve d'équité en prenant des mesures beaucoup plus dynamiques que celles que le ministre a prises jusqu'ici.

D'après nous, c'est le genre d'orientation générale que nous pourrions suivre. C'est une orientation que nous avons exposée dans quelque 70 recommandations. Toutefois, il nous faut maintenant faire le premier pas. Il nous faut un budget qui réalise maintenant ce premier pas. Dans six semaines, nous pouvons avoir un budget qui donne la priorité à la création d'emplois. Nous pouvons avoir un budget qui comporte d'importantes mesures en vue de réduire le taux de chômage de 2.5 p. 100 et de créer les 300,000 emplois que cela représenterait.

Nous devons cesser d'être défaitistes au sujet du déficit. Le déficit pose un problème d'importance. Nous, de notre parti, l'avons toujours reconnu. Toutefois, si nous parcourons le pays en disant que le ciel va nous tomber sur la tête et que le déficit nous inquiète, nous n'obtiendrons pas les emplois dont notre pays a besoin et, tout aussi ironiquement, nous ne ferons pas baisser le déficit.